



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



HARIS JUIN 2021

Numéro 002



Editée par la Cellule d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales (CERRI)

Université Alassane Ouattara

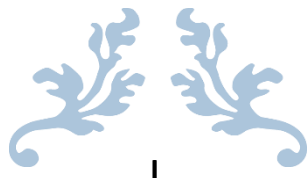
(Bouaké- Côte d'Ivoire)

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°002 Juin 2021

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :
Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES, Université
Felix Houphouët-Boigny)

Directeur de Publication :
CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :
KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître-assistant d'Histoire
des Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

**Coordonnateur de
Publication :** SILUE Nahoua
Karim (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Assistante en Histoire

économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO
Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Ignace ALLABA
(Maître de Conférences Études
germaniques, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Éditeur : CERRI (Cellule
d'Études et de Recherches en
Relations Internationales,
Université Alassane
OUATTARA)

Website : www.revueharis.org

Courriels : contact1@revueharis.org cerriuao01@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

- Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Felix Houphouët-Boigny- Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies - Tunisie)

-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda - A – Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-**Batchana Esohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquier**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Felix Houphouët-Boigny- Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

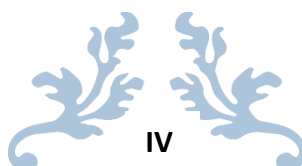
-**Ernest YAOBI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN Benoit**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**GOLE Antoine**, Maître de Conférences d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA - Côte d'Ivoire)

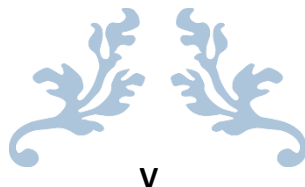
-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Felix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed**, Maitre de Conférences d'Histoire Politique (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue www.revueharis.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Aristide EDZEGUE MENDAME

La consécration de la suprématie de la norme communautaire sur la norme nationale en zone CEMAC.....7-18

Dilwani ADAMOU

Politique intérieure ou politique extérieure, un choix difficile pour un pouvoir d'Etat : Un éclairage à partir de la pensée politique de N.Machiavel.....19-32

KOMBIENI Didier

Republicans versus Democrats: a critical and comparative analysis of the foreign policy; with a special focus on Africa.....33-42

Djagbléoko Immelder ABBEY, Candide Achille Ayayi KOUAWO, Amévor AMOUZOU-GLIKPA

Le financement de l'éducation dans le contexte des Relations Internationales au Togo.....43-56

Marcel Koko KAMBIRE

La France et le conflit Algero-marocain du Sahara Occidental : Des nouvelles données à la nécessité de son règlement.....57-69

Salif KIENDREBEOGO & Jean Tiéwendé BALIMA

Idéologie révolutionnaire et coopération au développement dans les relations américano-burkinabé de 1983 à 1991.....70-84

Françoise Christiane NDAKISSA ONKASSA

L'Union Africaine face à la crise sanitaire de la Covid-19: Principe de solidarité85-99

Zana KEWO

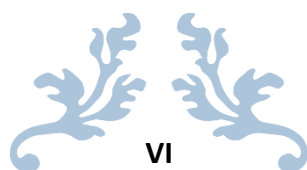
Les réformes de Mohammad Khatami ou la volonté d'une ouverture politique de la République Islamique d'Iran de 1997 à 2005.....100-115

AGBENOKO Donyo Koffi

Les versants de la FrancAfrique : Nocivité et normativité.....116-127

KPALE Tchédé Boris Claver & OUATTARA Kacoumani Mesner

Le conflit libérien et son extension à la région du fleuve Mano 1989-2003128-141





Le financement de l'éducation dans le contexte des relations internationales au Togo.

Djagbléoko Immelder ABBEY

Institut national des sciences de l'Éducation / Université de Lomé. immeldera@gmail.com

Candide Achille Ayayi KOUAWO

Institut national des sciences de l'Éducation / Université de Lomé

Amévor AMOUZOU-GLIKPA

Institut national des sciences de l'Éducation / Université de Lomé.

Résumé

Garantir une éducation de base de qualité à tous les enfants implique la mobilisation d'importants financements. Ainsi, à l'instar du financement de l'État, il est important de s'intéresser au financement des Partenaires techniques et financiers de l'éducation dans les pays en développement. L'engagement effectif des organisations internationales dans l'éducation au Togo qui s'inscrit dans la perspective des relations internationales, s'est révélé à partir de 1990 à la conférence de Jomtien (Thaïlande) au cours de laquelle les Partenaires techniques et financiers (PTF) se sont engagés à contribuer au financement de l'éducation pour atteindre l'objectif de la scolarisation primaire universelle. Près de 30 ans après la conférence de Jomtien, il est temps d'analyser l'effet de leurs contributions sur la scolarisation primaire au Togo. Cette étude vient pour analyser la nature des interventions des PTF dans l'enseignement primaire public au Togo, leurs contributions et leurs effets sur la scolarisation primaire. Pour y arriver, une démarche méthodologique est adoptée. Nous avons pris l'exemple du Partenariat Mondial pour l'Éducation en se basant sur son Projet d'Éducation et de Renforcement Institutionnel (PERI). Le cadre de l'étude choisi est la région éducative Maritime (Inspection Lacs-Ouest). À l'aide de l'échantillonnage à choix raisonné, nous avons interrogé les gestionnaires du projet PERI et visité cinq écoles dans lesquelles nous avons interrogé 50 élèves, 15 parents d'élèves membres de COGEP, 15 enseignants et cinq directeurs d'école. Les résultats ont révélé que le projet PERI a eu des effets significatifs sur la scolarisation primaire publique au Togo en termes d'amélioration de l'accès, du taux d'achèvement, de la qualité et de l'efficacité interne.

Mot-clés : Partenaires techniques et financiers, éducation, Togo.

Abstract

Ensuring quality basic education for all children involves the mobilization of significant funding. Thus, like state funding, it is relevant to focus on the funding of technical and financial partners in education in developing countries. The effective commitment of the TFPs in education in Togo was revealed from 1990, at the Jomtien (Thaïlande) conference during which they committed decided to contribute to the financing of education to achieve the objective of universal primary schooling. Almost thirty (30) years after the Jomtien (Thaïlande) conference, it is time to analyze the effect of their contributions on primary education in Togo. This study is timely for the nature of the interventions of TFPs in public primary education in Togo, their contributions and their effects on primary schooling. To achieve this, we took the example of the PERI project financed with funds from the PME. The study setting chosen is the Maritime educational region (Inspection Lacs-Ouest). Using reasoned choice sampling, we interviewed the managers of the PERI project and visited 5 schools in which we interviewed 50 students, 15 parents of COGEP members, 15 teachers and 5 school directors. The results revealed that the PERI project had significant effects on public primary schooling in Togo in terms of improved access, completion rate, quality and internal efficiency.

Keywords: Technical and financial partners, education, Togo.

Introduction

L'intervention des partenaires techniques et financiers (PTF) dans l'éducation en Afrique s'inscrit dans la problématique des relations internationales. Le processus de mondialisation a favorisé plusieurs différentes formes de relations entre les États. Ces relations internationales bilatérales ou multilatérales se matérialisent à travers la ratification des textes internationaux tels que les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), l'Éducation Pour Tous (EPT), et les Objectifs du Développement Durable (ODD), l'accord de Paris, etc. Ces instruments internationaux permettent à la communauté internationale de développer une économie mondiale dont les conséquences sont la périphérisation des pays en voie de développement et la création des aides économiques ou de développement. Selon P. Jacquet (2006, p. 941), l'aide économique est un vecteur d'intérêts politiques et stratégiques étroitement liée à la reconstruction de l'après-guerre, à la guerre froide et à la décolonisation.

Dans les années 1950 et 1960, l'aide était conçue comme un apport de capitaux étrangers permettant de combler un double déficit : en épargne domestique et en devises étrangères. L'environnement international réoriente les aides vers la réduction de la pauvreté et elle devient une obligation morale du « Nord » envers le « Sud ». En 1980, face aux crises liées aux ajustements structurels, l'aide au développement est partiellement orientée vers le financement de la dette. Depuis les années 1990, la lutte contre la pauvreté redevient progressivement une priorité.

En 2000, les OMD marquent clairement l'émergence de ce nouveau consensus. Si l'objectif principal est d'avoir réduit de moitié la pauvreté dans le monde en 2015, les OMD insistent également sur la satisfaction

des besoins de base (éducation, santé) ainsi que sur la nécessaire mise en œuvre des stratégies de développement durable à travers un partenariat global pour le développement (P. Jacquet, 2006, p. 944).

Au Togo, la question des aides au développement est marquée par des crises successives qui ont affaibli les finances de l'État et dont les alternatives consistent à développer des partenariats. Selon Senayah (2018), la crise mondiale de l'éducation des années 1960 couplée de la crise économique de 1980 ainsi que la grève générale illimitée de 1992, la dévaluation du FCFA et les crises sociopolitiques de 2005, constituent autant de troubles qui ont eu des répercussions sur le financement interne du système éducatif togolais. Suite à ces différentes crises, l'ouverture du système éducatif au partenaire a été recommandée si l'on veut relever les nombreux défis de l'éducation tels que l'accès, l'équité, la qualité et l'efficacité.

Les politiques successives de développement telles que la Stratégie de Croissance Accélérée et de la Promotion de l'Emploi (SCAPE 2013-2017) et le Plan National de Développement (PND 2018-2022) mettent plus l'accent sur la question du partenariat et des aides publiques au développement¹ dans plusieurs domaines en particulier le domaine de l'éducation. Vu les nombreux défis de l'éducation au Togo, le recours aux aides publiques au développement à travers les partenariats devient incontournable. L'axe trois de la SCAPE (2013, p. 82) porte sur le développement du capital humain, la

¹ Selon J. Jean (2017, p 32) : « l'aide publique au développement consiste à des prêts ou dons fournis par le secteur public, dans le but de favoriser le développement économique et d'améliorer les conditions de vie, à des conditions financières douces (dont l'élément de libéralité est au moins égal à 25%) ; sont donc exclues les aides militaires ».

protection sociale et l'emploi tandis que l'axe trois du PND (2018, p. 95) vise à consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion.

On peut noter à travers les deux politiques de développement que la promotion des ressources humaines en quantité et en qualité demeure un défi du système éducatif togolais, ce qui demande une réforme de l'éducation mettant l'accent sur les formations professionnelles et techniques, formation de type dual ainsi que sur la valorisation de l'apprentissage. La satisfaction de ce défi de formation du capital humain demande beaucoup de moyens financiers et matériels stipulés dans les instruments internationaux et régionaux des droits de l'Homme ratifiés par le Togo. Par conséquent, le recourt aux ressources additionnelles et aux sources variées de financement deviennent indispensable d'où l'intervention des PTF. Dans ce sens, le Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE, 2014 actualisé en 2020) propose de développer un partenariat avec les différents acteurs afin de créer une synergie entre les différents membres du corps social dans un cadre de partenariat.

De nos jours, les aides publiques au développement² couvrent plusieurs domaines dont l'éducation. On note plusieurs organisations internationales qui participent aux aides publiques au développement à travers plusieurs catégories de partenariats (bilatéraux, des partenariats multilatéraux, etc.) tissées avec les autorités éducatives. Les Organisations internationales impliquées dans les aides publiques au développement se constituent en Partenaires techniques et financiers. Ces partenaires sont de plus en plus présents dans l'arène éducative depuis

2 REPUBLIQUE TOGOLAISE, 2019, *Rapport sur la coopération au développement (RCD) 2018*, Lomé, Ministère de la planification du développement et de la coopération

1990 afin de financer l'éducation primaire universelle.

Cet article vient mettre une lumière sur l'intervention des Partenaires techniques et financiers (PTF)³ dans le système éducatif togolais, en particulier l'effet de leurs contributions sur la scolarisation primaire publique. Selon J. Jean (2017, p. 39-40), les PTF sont les partenaires multilatérales constituées des principales institutions financières internationales telles que la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI), l'Union européenne, les différentes agences des Nations-unies et les banques régionales de développement. Ces PTF constitués en Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) interviennent dans l'expertise, la construction des bâtiments scolaires, les cantines scolaires, la promotion des droits à la santé et le renforcement de capacité (Y. P. Diabouga et B. D. Bazongo, 2014 ; O. M. Guédé, 2015).

Pour P. Jacquet (2006, p. 944) depuis 1990, à la conférence de Jomtien (Thaïlande), ces PTF se sont engagées à contribuer au financement de l'éducation pour atteindre l'objectif de la scolarisation primaire universelle pertinente dans les pays en développement et le Togo en particulier (MPSFP, 2019). Le financement des PTF représente 19% des ressources totales de l'éducation.

³ Les partenaires au développement du Togo sont nombreux. Les dix (10) principaux sont les suivants : Banque mondiale pour 94,14 millions USD, soit 21,28% ; Exim Bank Chine pour 56,14 millions USD, soit 12,69% ; Allemagne pour 49,20 millions USD, soit 11,12% ; Union Européenne pour 40,08 millions USD, soit 9,06% ; Japon pour 38,09 millions USD, soit 8,61% ; Banque ouest africaine de développement pour 32,88 millions USD, soit 7,43% ; Agence française de développement pour 29,47 millions USD, soit 6,66% ; Banque africaine de développement pour 28,27 millions USD, soit 6,39% ; Compassion internationale Togo pour 20,68 millions USD, soit 4,67% ; Banque islamique de développement pour 9,57 millions USD, soit 2,16% (RT, 2019, p.11).

Leurs apports ont évolué au fil du temps. De 1993 à 2017, les contributions des PTF ont augmenté suite à la reprise des contributions par ceux-ci après une suspension momentanée des coopérations internationales et des aides extérieures (M. Aharh-kpessou, 2012).

En 1995, la Banque Islamique de Développement (BID) a élaboré et mis en œuvre le projet de l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation de base (BID Éducation I et II). Ces projets ont permis la construction de 675 salles de classe; construction de blocs sanitaires sur chaque site bénéficiaire; la livraison de tables-bancs et de matériel didactique et la construction de 300 salles de classe; construction de blocs sanitaires sur chaque site bénéficiaire; la livraison de tables-bancs et de matériel didactique.

De plus, en 2003, a été élaboré et financé le projet d'amélioration de la scolarisation au nord du Togo (ASNT) qui a permis la sensibilisation de 119 communautés sur la nécessité de la scolarisation; l'appui à l'élaboration de 119 plans d'action villageois; l'appui à la sensibilisation et à l'alphabétisation de 119 villages ; la mise en œuvre des Plan d'Action Villageois pour la Scolarisation (PAVS) dans 115 communautés ; l'appui à la construction, équipement et fonctionnement de 50 garderies d'enfants ; l'appui à la construction, équipement et fonctionnement de 25 cantines scolaires; le creusage de 25 puits; la construction de 77 logements pour enseignant, l'appui à la mise en œuvre des activités génératrices de revenus dans 119 villages; la construction de 100 blocs scolaires (75 Écoles D'initiatives Locales (EDIL), 25 Écoles Primaire publiques(EPP); la réhabilitation de 10 écoles (1 EDIL, 9 EPP) ; la construction de 100 latrines scolaires (75 EDIL et 25 EPP); la formation en Approche Par Compétence (APC) de 3000 enseignants au niveau Cours

Élémentaire; la formation en APC de 2 500 enseignants au niveau Cours Préparatoire (CP); la mise à niveau de 1556 enseignants de niveau inférieur ou égal à la classe de 3ème; la formation de 700 directeurs d'établissements et l'octroi de 9 612 manuels aux élèves (MPSFP, 2019).

Les PTF ont contribué également à relever plusieurs défis en matière d'exécution des politiques éducatives au Togo. Ainsi, à partir de 2008, en matière du droit à l'Éducation Pour Tous, plusieurs politiques éducatives ont été adoptées. Il s'agit de la suppression des frais de scolarité et l'instauration de la cantine scolaire, la politique des sous-cycles et l'implémentation de l'approche par compétence. Ces politiques visent à améliorer l'accès, la rétention scolaire et la qualité de l'éducation. Ceci nécessite la disponibilité des infrastructures scolaires, des aliments, des manuels scolaires ainsi que la formation des enseignants et des élèves sur le changement de mentalité. Devant ces défis, les PTF se sont réengagés à accompagner la mise en œuvre des différentes politiques éducatives.

Plus de dix années de reprise d'intervention des PTF en éducation, il est temps de mesurer l'effet de leurs contributions sur la scolarisation primaire publique.

Cette étude se fonde sur la théorie de partenariat (S. Sogoba, 2011) et l'approche participative (G. Peersman, 2014). Le partenariat est un processus social qui se fonde sur le paradigme participatif, ce qui inscrit chaque acteur dans l'engagement de contribution. Elle vise la collaboration à la réalisation d'un objectif commun. L'approche participative vient en complément à la théorie de partenariat. Elle vise l'implication des bénéficiaires dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation d'un projet. Pour avoir un impact positif et durable, l'approche participative est la

mieux recommandée par les PTF pour la mise en œuvre et l'évaluation de leurs projets. Cet article vise à analyser l'impact des contributions du PME dans l'enseignement primaire public de l'inspection Lacs-Ouest du Togo. Il s'agit essentiellement de voir si les contributions des PTF ont un impact sur l'accès, la qualité et l'efficacité interne des établissements d'enseignement primaire public au Togo en particulier l'inspection Lacs-Ouest.

1. Méthodologie

Le Cadre de l'étude est la région éducative Maritime, précisément l'inspection d'enseignement primaire public Lacs-Ouest. Cette inspection couvre 54 écoles primaires publiques, 877 élèves et 122 enseignants. La population cible est constituée des partenaires techniques et financiers membres du Partenariat mondial de l'éducation, les chefs d'établissement et enseignants, les parents d'élèves et des élèves du cours moyen deuxième année (CM2).

Dans l'impossibilité d'enquêter toute la population, un échantillonnage à choix raisonné a été réalisé pour obtenir cinq écoles. Il s'agit des écoles Adjove/b ; Agbanou, Agbata-lanzo g/a, Aname/b, Atotideka qui sont des bénéficiaires des salles de classe. Nous avons choisi 50 élèves dont 10 par écoles ; 15 parents d'élèves membres de COGEP, 15 enseignants soit trois par établissement, et cinq directeurs dont un par école.

Comme techniques de collecte de données, nous avons utilisé la documentation, les entretiens individuels, l'observation de l'environnement scolaire et l'enquête par questionnaire. Pour le traitement des données, nous avons procédé à la triangulation des méthodes qui consiste à faire recours à la fois aux données quantitatives (chiffres, tableaux de distribution) et aux

méthodes qualitatives (données issues des entretiens individuels ou des verbatims). Pour la documentation, nous avons procédé à l'analyse des contenus qui a consisté à sélectionner sur la base d'une lecture de repérage, les documents (ouvrages ou articles qui traitent des thématiques du financement et gestion de l'éducation, les articles qui portent sur les aides internationales et les PTF) indispensables à l'établissement des faits et à l'analyse des données.

Les données des entretiens sont retranscrites de façon fidèle et classées selon les différentes rubriques de l'analyse. Elles sont ensuite utilisées sous forme de citation pour soutenir l'argumentation et viennent en appui aux données quantitatives. Concernant le questionnaire, nous avons procédé à une analyse descriptive.

2. Résultats de l'étude

2.1. Contribution des partenaires techniques et financiers dans l'enseignement primaire public au Togo

Les PTF appuient financièrement les projets/programmes éducatifs. En effet, au Togo, de 2008 à 2018, les PTF ont contribué financièrement et techniquement au Projets/programmes éducatifs. Le tableau suivant recense les appuis financiers des PTF et de l'État en faveur de l'enseignement primaire public au Togo.

T

Tableau 1 : Appuis financiers des PTF et de l'État en faveur de l'enseignement primaire public au Togo de 2015 et 2017

Année	PTF	État	PTF/ETAT
2015	7 242 000 000	68 291 000 000	11%
2017	5 761 936 000	59 533 000 000	10%
TOTAUX	13 003 936 000	127 824 000 000	10%

Source : RESEN 2019 ET les revues sectorielles 2016 ET 2018

Le tableau 1 montre que dans l'enseignement primaire public au Togo, les PTF contribuent financièrement à hauteur de 10% en moyenne par ans par rapport au financement de l'État. De 2015 à 2017, les contributions financières des PTF sont passées successivement de 12,86% à 21,17 %, soit une augmentation de 8,3%. Par ailleurs, la plupart des contributions des PTF passent par les projets/programmes⁴ qui accompagnent la scolarisation primaire universelle. On peut citer entre autres le « Projet Éducation et Renforcement Institutionnel » phase 1 et 2, le Projet « École Amie des Enfants » phase 1, 2 et 3, le « Projet Appui à la création d'un environnement ami des enfants à travers la participation communautaire dans les régions des Savanes, de Kara et de la Maritime », le « Projet Éducation Pour Tous au Togo (EPTT) », etc. Le tableau 2 présente la nature des contributions des PTF.

⁴ Les projets/programmes consistent à appuyer la construction et l'équipement des infrastructures scolaires, la fourniture des manuels scolaires, la formation pédagogique des enseignants, la construction des cantines scolaire, la lutte contre les violences de genre en milieu scolaire, la promotion de la santé sexuelle et de reproduction la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'éducation.

Tableau 2 : La nature des contributions des PTF en faveur de la qualité de l'enseignement primaire public au Togo de 2008 à 2018

LES PROJETS/PROGRAMMES ÉDUCATIFS DE 2008-2018	ANNEE	MONTANT EN FCFA	PTF FINANCEURS	PTF EXÉCUTEURS
Projet Éducation et Renforcement Institutionnel (phase I)	2011 à 2014	22 500 000 000	PME	Banque mondiale
- Projet Éducation et Renforcement Institutionnel (Phase II)	2015 à 2019	13 066 000 000		AFD
Projet « École Amie des Enfants » phase 1, 2 et 3	2012 à 2017	86 257 625	UNICEF	Aide et Action internationale Togo
Projet « Appui à la création d'un environnement ami des enfants à travers la participation communautaire dans les régions des Savanes, de Kara et de la Maritime »	2009 à 2011	24 497 979 280	ACJD	UNICEF/Aide et Action international Togo
Éducation Pour Tous au Togo (EPTT)	2008 à 2013	6 204 755 443	AFD	-
Projet de l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation de base (BID Éducation III)	2011 à 2017	8 360 000 000	BID	-
Programme de développement communautaire (cantine scolaire)	2008 à 2019	18 500 000 000	Banque Mondiale	PAM
Le droit à l'éducation	2011 à 2015	6 729 200 298	-	PIT
Promotion des droits des enfants handicapés à Blitta et Est-Mono	2016-2019	585 859 534	Plan International Allemagne (GNO)	
Projet « éducation sensible au genre et sans violence » dans les zones d'intervention de plan international Togo	2015 à 2018	984 511 345	Plan International Suède	
TOTAUX	-	56 859 955 741	-	-

Les résultats révèlent qu'à travers les différents projets mis en œuvre dans l'enseignement primaire public au Togo, les PTF interviennent à la fois dans l'élaboration et dans la mise en œuvre des projets/programmes éducatifs. Mais de façon plus spécifique, les partenaires bilatéraux et multilatéraux contribuent à l'élaboration des projets /programmes et les ONG interviennent dans leurs mises en œuvre. Il est alors important de voir l'impact de ces projets sur la scolarisation au Primaire public.

Par souci d'objectivité, cette étude s'est focalisé sur l'exemple du « Projet Éducation et Renforcement Institutionnel » (PERI)⁵ financé par la Banque mondiale de 2011 à 2019 sur les fonds du partenariat mondial pour l'éducation.

2.2. Effets des contributions des PTF sur la scolarisation primaire publique au Togo : Exemple du projet PERI

Les contributions des PTF à travers le projet PERI, ont eu des effets significatifs sur la scolarisation primaire publique au Togo. Les enquêtés des établissements ont affirmé que PERI a apporté un changement dans l'établissement. Le Tableau 3 présente la situation.

Tableau 3 : La reconnaissance des changements apportés par les contributions de PME dans les établissements École Primaire Publique	Apport des aides des Partenaires techniques et financiers au changement dans l'établissement	Total
	OUI	
Aname b	10	10
Adjove b	10	10
Atotideka	10	10
Agbanou	10	10
Agbata lanzo	10	10
Total	50	50

Source : données de l'enquête, Août 2020

Les données du tableau 3 montrent que sur les cinquante élèves des écoles, la totalité, soit 100%, a pensé que les aides des Partenaires techniques et financiers ont apporté un changement dans leurs établissements. Selon les directeurs, parents d'élèves et enseignants enquêtés dans la plupart des établissements:

Le PERI a favorisé plus l'accès à la scolarisation et l'achèvement des cursus scolaires au primaire, réduit considérablement le redoublement et la déperdition scolaire ainsi que l'amélioration consécutive des résultats scolaires (enseignant EPP Adjove, Aného, Août 2020).

⁵ PERI est un projet mis en œuvre dans l'enseignement primaire public du Togo par le Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME). Il est mis en œuvre en deux phases à savoir : PERI 1 (2010-2013) et PERI 2 (2015-2018). Les objectifs généraux de ce projet est de contribuer à l'amélioration des résultats d'apprentissage, en particulier pendant les premières années du primaire à travers l'amélioration de l'accès et la rétention par la construction et l'équipement des salles de classes dont les trois quarts (611) en milieu rural ; l'augmentation de l'appui à la qualité par la dotation des écoles de manuels d'élèves et de guides du maître pour l'enseignement primaire ; des subventions de fonctionnement aux écoles ; et la construction de trois (3) Écoles Normales d'Instituteurs (ENI) dans les Régions Plateaux, Centrale et Kara ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles à travers des appuis techniques des agents du Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (MEPSTA) et du Secrétariat Technique Permanent (STP) du Plan sectoriel de l'éducation (PSE).

Pour l'accès et l'achèvement des cursus scolaires, les tableaux suivants présentent la situation.

Tableau 4 : L'amélioration de l'inscription scolaire après les aides du PME

École Primaire Publique	Contribution des aides des PTF à l'amélioration de l'inscription dans l'établissement	Total
	OUI	
Aname b	10	10
Adjove b	10	10
Atotideka	10	10
Agbanou	10	10
Agbata lanzo	10	10
Total	50	50

Source : données de l'enquête, Août 2020

Les données recueillies dans le tableau 4 ont montré que la totalité des élèves a affirmé que les aides des PTF ont amélioré l'accès à la scolarisation dans les établissements ciblés. Pour les enseignants et les directeurs « chaque enfant veut et vient à l'école ». Pour les parents d'élèves, « le bâtiment scolaire de PERI m'a motivé à envoyer mes enfants à l'école ».

Tableau 5 : L'amélioration de l'achèvement des cursus scolaires après l'aide de PME

École Primaire Publique	Apport des aides des PTF à l'amélioration de l'achèvement des cursus scolaires		Total
	OUI	NON	
	10	0	10
Aname b	6	4	10
Adjove b	9	1	10
Atotideka	10	0	10
Agbanou	10	0	10
Agbata lanzo	10	0	10
Total	45	5	50

Source : données de l'enquête, Août 2020

Les données collectées dans le tableau 5 montrent que la plupart des élèves soit 90% ont déclaré avoir terminé leurs années scolaires dans l'établissement grâce aux aides de PERI. Selon les directeurs : les 10% d'élèves qui n'ont pas pu terminer, ont déménagé avec leurs familles dans un autre village.

Pour les conditions d'enseignement/apprentissage qui sont spécialement le ratio salle de classe ou enseignant /élèves ; table banc/élèves, manuel scolaire/élèves. Les tableaux suivants illustrent les situations.

Tableau 6 : L'amélioration du ratio salle de classe ou enseignant/élèves

Écoles Primaires Publiques	Effectif
Aname b	38
Adjove b	44
Atotideka	45
Agbanou	52
Agbata lanzo	54
Total	188

Source : données de l'enquête, Août 2020

Le tableau 6 montre qu'en classe de CM2, cinq classes ou enseignants ont 188 élèves soit 38 élèves par enseignant ou salle de classe en moyenne. Pour les directeurs et enseignants :

C'est seulement en CM2 que nous avons le minimum d'effectif puisque dans certaines classes nous avons 85 à 90 voire 100 par salle de classe avec un seul enseignant. Mais nous pouvons dire que c'est grâce aux bâtiments scolaires de PERI qu'il y a cette pléthore d'effectifs. Dans les autres classes comme le CP1 et CE2, les élèves sont plus de 3 par table banc (Directeur EPP Agbata, Aného, Août 2020).

Dans cette logique, la totalité des élèves de CM2 soit 100% ont répondu qu'ils sont à deux par table banc.

Tableau 7 : L'amélioration du ratio manuel scolaire/élèves

École Primaire Publique	Nombre de manuels scolaires par élève			Total
	0	1	2	
Aname b	0	0	10	10
Adjove b	0	1	9	10
Atotideka	10	0	0	10
Agbanou	0	10	0	10
Agbata lanzo	0	0	10	10
Total	10	11	29	50

Source : données de l'enquête, Août 2020

Les données collectées dans ce tableau montrent que la majorité des élèves soit 58% ont deux manuels scolaires. Les 10 élèves qui n'ont pas de manuel affirment qu'ils utilisent un manuel pour un groupe de trois, cinq et sept élèves. Pour la qualité de l'éducation qui englobe le redoublement, l'abandon et le résultat scolaire, les tableaux suivants illustrent la situation.

Tableau 8 : La réduction du taux de redoublement après les aides de PME

Écoles Publiques	Primaires	Contribution aides des PTF à la réduction des taux de redoublement dans l'établissement		Total
		OUI	NON	
Aname b		10	0	10
Adjove b		3	7	10
Atotideka		2	8	10
Agbanou		4	6	10
Agbata lanzo		10	0	10
Total		29	21	50

Sources : données de l'enquête, Août 2020

Selon les données recueillies dans le tableau 8, la majorité des élèves soit 58% déclarent que les aides de PERI ont permis de réduire le taux de redoublement dans les établissements comme l'affirment tous les autres acteurs :

Avant les salles de classe n'étaient pas bonnes, et nous avons moins de tables bancs. Les élèves n'arrivaient pas à bien suivre les cours donc ils redoublaient leurs classes. Mais depuis qu'ils sont à l'aise avec les aides de PERI, ils échouent moins (Directeur EPP Aname, Aného, Août 2020).

Tableau 9 : La réduction du taux d'abandon après l'aide de PME

Écoles Publiques	Primaires	Contribution des aides des PTF à la réduction de l'abandon dans l'établissement		Total
		OUI	NON	
Aname b		10	0	10
Adjove b				
Atotideka		1	9	10
Agbanou		1	9	10
Agbata lanzo		9	1	10
Total		10	0	10
		31	19	50

Source : données de l'enquête, Août 2020

Selon le tableau 9, la majorité des élèves soit 62% déclarent que les aides de PERI ont réduit considérablement le taux de déperdition dans leurs établissements.

Selon les autres acteurs, ils affirment que : Depuis qu'il y a les aides de PERI, aucun parent ne veut plus que son enfant abandonne les classes. D'autres déclarent que : les élèves abandonnent seulement quand leurs familles déménagent.

Tableau 10 : L'amélioration du résultat scolaire après les aides de PME

Écoles Publiques Primaires	Appréciation des aides des partenaires technique et financiers par rapport aux résultats scolaires		Total
	Bien	Passable	
Aname b	10	0	10
Adjove b	10	0	10
Atotideka	8	2	10
Agbanou	7	3	10
Agbata lanzo	10	0	10
Total	45	5	50

Sources : données de l'enquête, Août 2020

Selon le tableau 10, 45 élèves enquêtés soit 90% déclarent que les aides de PERI ont impacté positivement le résultat scolaire. Les autres acteurs bénéficiaires ne disent pas le contraire. Ils déclarent que : Avec une bonne condition de travail, les élèves ne peuvent que réussir. C'est ce que PERI nous a offert.

3. Discussion

Les choix méthodologiques pour la réalisation de cette étude ont pris en compte les directeurs, enseignants, élèves et parents d'élèves des écoles bénéficiaires du Partenariat Mondial pour l'Éducation. Selon les résultats, les contributions du PME sont pertinentes, efficaces et partiellement durables. Ces résultats corroborent les conditions d'efficacité relevées par les études de T. Lauwerier (2019), T. Konkobo (2013), C. Depover et P. Jonnaert (2014), L. Pringent et F. Cros (2018). Selon ces études, l'efficacité des contributions des PME dépend des 5 grands principes : *l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion axée sur les résultats et les responsabilités de la déclaration de Paris.*

Les résultats de l'étude montrent que les projets/programmes élaborés et mis en œuvre par les PTF contribuent à l'amélioration de la scolarisation primaire publique. L'exemple de la contribution du projet PERI à la scolarisation primaire public dans l'inspection Lacs-Ouest a montré l'amélioration de la quantité et la

qualité dans les écoles bénéficiaires. Ce résultat corrobore celui de l'étude de Jean (2017). Pour les études comme celles de Y. P. Diabouga et B. D. Bazongo (2014), C. Depover et P. Jonnaert, (2014) et A. Amouzou-Glikpa (2018), les résultats s'alignent partiellement sur l'amélioration de la quantité au détriment de la qualité.

Toutefois, le souci de durabilité du projet se pose. En effet, selon T. Konkobo, 2013, la durée d'amortissement d'un bâtiment est entre 30 à 50 ans, mais sur une durée de 6 ans de construction du bâtiment scolaire soit à partir de l'année 2014, les constructions commencent par se dégrader. L'on se pose la question sur la qualité des matériaux de construction ou la mauvaise gestion des bénéficiaires.

De plus, la participation est en majorité limitée au niveau de l'information des parties bénéficiaires. En effet, les bénéficiaires des projets ne sont pas suffisamment impliqués dans leur mise en œuvre. Ils sont certes informés des projets, mais ils ne sont pas souvent associés à l'exécution, ce qui ne garantit pas la

durabilité des projets. Cela suscite la révision de la pratique de ladite approche. Ceci s'inscrit dans le sens des résultats de l'étude de O. M. Guédé (2015), qui propose une appropriation du projet pour plus d'efficacité.

Conclusion

Cette étude a été effectuée pour analyser l'impact des contributions des Partenaires techniques et financiers sur la scolarisation primaire publique au Togo et celui du partenariat mondial pour l'éducation dans l'IEPP des Lacs-Ouest en particulier.

Les résultats révèlent que les PTF contribuent financièrement en moyenne 14% au financement de l'éducation au Togo. Techniquement, ils élaborent et mettent en œuvre des projets/programmes éducatifs.

Les résultats sur les impacts des contributions du PME dans l'enseignement primaire public de l'inspection Lacs-Ouest montrent que le projet éducatif de renforcement institutionnel (PERI) est efficace et a eu des effets positifs sur l'accès, la qualité et l'efficacité interne du système éducatif togolais.

Les PTF à travers les projets contribuent à la réalisation de la scolarisation primaire universelle. Il est évident que le fonctionnement de tout système dépend de sa capacité à tisser des partenariats, mais aussi, nous ne devons pas perdre de vue la question d'autonomie et d'adaptation du système aux réalités locales, ce qui demeure un défi pour l'éducation togolaise. Si le système éducatif évolue au plan quantitatif, qu'en est-il de la qualité et de la pertinence des programmes de formation proposés aux citoyens ? Quel type de citoyens voulons-nous former si on laisse trop de marge de manœuvre au PTF ?

Bibliographie

-AHARH-KPESSOU Mongo, 2012, *Succès et défis des programmes soutenus par le FMI au cours des cinq dernières années et perspectives*. http://www.afrique-gouvernance.net/bdf_document-1317_fr.html, consulté le 05 décembre 2020 à 15h30

-AMOUZOU-GLIKPA Amévor, 2018, « La CEDEAO au service de l'éducation mondiale », *Presses de l'UL*, pp. 327 à 340.

-DEPOVER Christian & JONNAERT Philippe, 2014, « Les partenaires de l'aide au développement en matière d'éducation », *Perspectives en éducation et formation*, pp. 41-59.

-DIABOUGA Yombo Paul, & BAZONGO Bagnikoué David, 2014, « Le financement de l'éducation au Burkina Faso: Le défi de la scolarisation primaire universelle », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 65, 111-120. <https://doi.org/10.4000/ries.3698>. Consulté le 03 janvier 2021 à 10h43

-GUEDE Olivier Médétonwan, 2015, *Partenaires techniques et financiers (PTF) et gestion de projet de lutte contre la pauvreté au Bénin : quelles approches pour une meilleure participation des ONG locales prestataires de service*. Mémoire de maîtrise, Québec, Université du Québec à Chicoutimi

-JACQUET Pierre, 2006, « Les enjeux de l'aide publique au développement », *Institut français des relations internationales*, pp. 941 à 954 disponible sur <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-4-page-941.htm> consulté le 23 février à 19h56

-JEAN Jesse, 2017, *Étude de l'aide internationale pour la réalisation de l'éducation pour tous en Haïti*. Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation, Paris, Université Paris-Est [Thesis, Paris Est]. <http://www.theses.fr/2017PESC0066>

-KONKOBO Tinsakré, 2013, *Évaluation de projets/programmes dans les pays en voie de développement: Cas de quatre projets au Burkina Faso*, Toulouse, Université Toulouse de Mirail-Toulouse II

-LAUWERIER Thibaut, 2019, *Le Partenariat mondial pour l'éducation: Une alternative aux actions isolées des agences de coopération internationale* (<http://archive-ouverte.unige.ch/unige:118567>). Consulté le 23 février à 19h56

-PEERSMAN Gert, 2014, « Présentation des méthodes de collecte et d'analyse de données dans l'évaluation d'impact : Note méthodologique - Évaluation d'impact n° 10 », *Papers innpub761*, UNICEF. Consulté sur : http://devinfoolive.info/impact_evaluation/img/downloads/Data_collection_and_Analysis_ENG.pdf le 23 février à 19h56

-PRIGENT Lorène & CROS Françoise, 2018, « Conditions d'efficacité de la coopération internationale au service du développement de l'éducation en Afrique », *Marche et organisations*, n° 32(2), pp. 17-35.

-REPUBLIQUE TOGOLAISE, 2013, *Stratégie de Croissance Accélérée et de la Promotion de l'Emploi*, Lomé, République togolaise

-REPUBLIQUE TOGOLAISE, 2018, *Plan National de Développement*, Lomé, République togolaise

REPUBLIQUE TOGOLAISE, 2019, *Rapport sur la coopération au développement (RCD) 2018*, Lomé, Ministère de la planification du développement et de la coopération

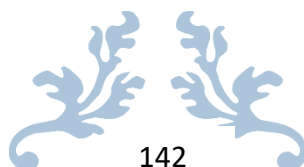
-SENAYAH Kossi Eli, 2018, *Participation des parents d'élèves au fonctionnement et à la gestion des établissements publics d'enseignement primaire et secondaire au Togo: Analyse diagnostique*. Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Lomé, Université de Lomé


-SOGOBA Seydou (2011). *Contribution des ONG musulmanes à l'accroissement de l'offre éducative de base au Burkina Faso: Cas de l'Agence des musulmans d'Afrique*. Mémoire Online. <https://www.memoireonline.com/02/12/5243/Contribution-des-ONG-musulmanes-laccroissement-de-loffre-educative-de-base-au-Burkina-Faso.html>. Consulté le 23 février à 19h56.

Numéro 002 Juin 2021
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°002 Juin 2021